

Topic 4

12:00-12:30

Présentation: Zachary Nzoo

Facilitation: Omari Ilambu

Les acteurs de conservation de la biodiversité en Afrique central font face a des défis multiformes pour assurer la protection et pérennisation des espèces qui constituent les cibles de leur programmes de conservation. Nous assistons souvent à des informations alarmantes sur la réduction des espèces qui font l'objet de nos programmes de conservation.

De l'autre coté, la pression démographique humaine nous pousse a réfléchir de la manière dont les ressources peuvent être gérées pour satisfaire les besoins humains, particulièrement des communautés rurales dont le support de la vie dépend largement des habitats et des rôles écologiques que jouent certaines espèces de faune (et de flore). Devant cette accélération d'érosion faunistique, les conversationnistes s'évertuent de trouver des techniques solide/efficaces qui permettent d'assurer le suivi des cibles de conservation tout en apportant une contribution substantielles aux mesures d'efforts entrepris et la prise en compte des résultats dans l'intégration des décisions en terme de gouvernance des ressources naturelles, particulièrement dans les APs. Il y a aussi lieu de s'assurer de l'impact des interventions entrepris sur la biodiversité par rapport aux investissements consentis. De cette manière, certains outils comme SMART apporte non seulement la possibilité de suivre le statut des cibles de conservation mais peut aussi être considéré comme un outil de transparence pour créer une bonne confiance dans l'investissement, l'effort entrepris et la prise en compte des résultats techniques dans la prise des décisions et politiques concernant la gestion des ressources naturelles.

Pour rendre possible ces résultats dans un temps assez court et permettre aux gestionnaires, décideurs et investisseurs et communautés locales d'agir rapidement et collectivement pour trouver les voies et moyens d'atténuer si pas réduire les menaces qui présent sur les cibles de conservation, certains outils technologiques sont importantes pour intégrer dans la démarche d'évaluation de la situation sur le terrain. C'est ainsi que des appareils smartphone Androïd actuellement disponibles sur le marché permet l'utilisation combinée des logiciels SMART et Cybertracker, deux outils utilisés sur le terrain pour collecter rapidement les données et accélérer leur traitement. De cette façon, les résultats sont discutés et échangés entre les gestionnaires et les autres acteurs sur le terrain et intégrés directement dans la décision de gestion du site (Aire Protégée), favorisant ainsi une prise de décision rapide et adaptative de gestion au niveau du site. En outre, les résultats fournis par ces logiciels ainsi permettent de suivre la performance humaine et les investissements consacrés pour la surveillance au niveau du site.

Cependant, l'évolution rapide de la technologie ne semble pas toujours marcher de paire avec la capacité humaine à utiliser ces outils.

A travers l'exposé qui nous sera faite au cours de cette session, certaines questions en rapport avec l'utilisation de ces outils technologiques dans la région de l'Afrique centrale méritent d'être examinés:

- Quelles sont les défis techniques auxquels font face les utilisateurs de cet outil et les pistes de solution possibles?
- Est-ce que les Administrations publiques soutiennent-elles cet outil comme élément de transparence, de promotion et de réflexion pour améliorer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles en général et celui des APs en particulier?

- Comment intégrer l'utilisation de ce type d'outil au niveau national et régional en encourageant une bonne coordination et large implication des acteurs concernés par la gestion durable des ressources naturelles
- Comment assurer que ces outils, leur utilisation ainsi que les résultats obtenus sont-ils communiqués aux communautés locales, premiers concernés de ce déclin de la biodiversité ?
- A-t-on suffisamment sensibilisé les autorités responsables de renforcer l'application des lois d'intégrer ou d'améliorer leur compréhension sur l'outil et apprécier objectivement cet outil comme un auxiliaire pour leurs travaux réguliers d'application des lois?
- Quel est l'environnement politique et réglementaire en place pouvant favoriser et accroître la collaboration entre les structures et partenaires pour l'utilisation de ces outils sur le terrain ?

Cette rencontre constitue donc une opportunité de réflexion collégiale critique pour formuler des recommandations pertinentes devant concourir à améliorer notre capacité dans l'application des lois. Ces recommandations vont permettre aussi une implication consensuelle et synergique de tous les acteurs concernés notamment les Institutions gouvernementales en charge de la gestion des ressources naturelles, les bailleurs, les communautés locales et les organisations de conservations pour assurer un impact plus grand dans la protection de nos cibles de conservation.